



LIMINAIRE AU CHS CT du 28 novembre 2019
(deuxième convocation du 6 décembre)

Monsieur Le Président,
Mesdames et Messieurs les membres de l'Administration,

Désormais, ce gouvernement entend parachever son œuvre de destruction massive des droits de l'ensemble des salariés du public et du privé en s'attaquant à leurs retraites et en promouvant son système à points.

Une fois pour toute, le niveau de l'ensemble des pensions serait limité à 13,8 % du PIB, un chiffre tiré du chapeau comme dans un jeu de hasard à l'instar des 3 % de déficit budgétaire.

Plus l'espérance de vie augmente, plus le montant des pensions baissera, plus chacun sera condamné à subir les conditions d'un emploi dégradé.

Le 5 décembre, l'ensemble des travailleuses et travailleurs a réaffirmé son opposition à la retraite à points, projet régressif qui n'est abordé que par le prisme budgétaire.

Ras le bol, de la loi de transformation de la Fonction Publique, des lois Travail, de la récente réforme des allocations chômage, de la sélection à l'entrée à l'université, de la fraude fiscale (80 milliards d'euros) et des cadeaux fiscaux et sociaux qui profitent aux mêmes et qui privent l'État et notre système de protection sociale des recettes nécessaires au bien être commun, de la destruction des services publics qui accentuent encore la précarité de nos vies.

Avec la loi de transformation de la Fonction Publique, le gouvernement est enfermé dans sa logique ultra libérale et dogmatique de réduction des dépenses publiques. Cette démarche est à l'opposé d'une réponse aux attentes des usagers pour un service répondant aux besoins de la population. C'est une Fonction Publique de proximité physique, impartiale et compétente au service de l'intérêt général qu'il convient de renforcer.

La recherche d'une gestion des ressources humaines flexible et sans contrainte se traduit par la suppression de la compétence des CAP en matière de mutation et de promotion. Le cadre des CAP permet la transparence dans l'application des règles de gestion.

Solidaires Finances est opposé à cette loi et revendique son retrait pur et simple.

Solidaires Finances exige l'abandon du nouveau réseau de proximité à la DGFIP et des réformes en cours.

Depuis des mois, les agents des Finances Publiques concrétisent leur colère, leurs désaccords et leurs revendications dans les actions menées partout sur le territoire.

Le Directeur Général et les Directions locales persistent dans une communication en direction des personnels donnant à penser que la rupture du dialogue social relève des seules organisations syndicales, alors qu'il ne les convie qu'à des réunions ayant pour unique objet la mise en œuvre d'un plan dont il refuse obstinément de faire évoluer les principes.

Ils modifient leurs projets sans pour autant en revoir les principes pour tenter

d'emporter l'adhésion des agents et des élus. La DG avance ainsi ses pions et tente le passage en force par le biais de signatures de convention avec certains conseils départementaux soigneusement choisis. Elle est prête à tout, y compris à des promesses qui n'engagent que ceux qui y croient pour vendre et mettre en œuvre son plan de restructurations et ses réformes anti-services publics.

Le dernier document " *point d'avancement du projet de nouveau réseau de proximité de la DRFiP PACA 13* " correspond à la version finale du projet de destruction de notre réseau et de nos missions à horizon 2020- 2024.

Depuis, sa présentation les agents rejettent ce projet qui aura un impact considérable sur leur vie professionnelle et privée. Ils devront subir une mobilité fonctionnelle ou géographique . Nous vous rendons responsables des conséquences sociales, organisationnelles et humaines des transformations qu'entraînera ce projet .

Nous rappelons que depuis trop longtemps, les douaniers subissent les « réformes », les « plans », les « caps », les « horizons », sans qu'aucune consultation des personnels et de leurs représentants ne soit jamais réalisée.

Dès lors qu'un agent est touché, il doit lui être apporté des garanties sur son avenir. Ces dernières doivent être réelles et ne pas être juste l'engagement d'être « à l'écoute et au plus près des agents », tournure aussi rituelle que vide de sens.

L'État doit « sortir du bois » et indiquer clairement ses intentions s'agissant des missions, des structures et des implantations, et des agents

Ceux-ci ont besoin de lisibilité. Or, celle-ci fait défaut depuis des années. Ce n'est plus tolérable.

La publication, dans le Projet de Loi de Finances 2020, d'un calendrier quinquennal issu du rapport Gardette, n'est pas la réponse attendue.

Pour revenir à l'ordre du jour de la présente réunion, lors de cette séance nous devons aborder l'appel à projet Fonds Interministériel pour l'Amélioration des Conditions de Travail .

Solidaires Finances ne se reconnaît pas dans le concept dévoyé de « qualité de vie au travail » dans le contexte de destruction des administrations de Bercy orchestré par le gouvernement .

Les projets sont souvent éloignés des préoccupations des agents des Finances. La rigueur budgétaire fait des dégâts . Les directions dans leur projet cherchent un financement complémentaire à leur DGF.

En ce qui concerne les sujets douanes, le déménagement des agents du service de Marseille port n'est pas considéré par la Direction Interrégionale comme un projet d'aménagement important , le projet est présenté à titre d'information et « une consultation du CHS paraît nécessaire . »

Pour Solidaires Finances , le relogement d'un service emportant un nouvel environnement de travail, un accroissement éventuel des trajets constitue un projet important.

Les travaux d'aménagement ont commencé fin novembre, nous regrettons qu'aucune visite préalable du CHS CT n'ait été prévue . Encore une fois nous constatons que la direction de la Douane s'exonère de ses obligations .

En ce qui concerne les travaux au 16 Borde en vue du regroupement des services de Direction, celle ci n'a à aucun moment tenu compte de la spécificité des missions exercées par les agents de ces services . Nous développerons lors des débats les problèmes posés. (besoin d'isolement pour traiter des dossiers complexes, ratio m2/agent , problème d'archives, visite des locaux demandée par les agents.....)

Les situations de l'accueil de Sadi Carnot et de la Trésorerie de Salon doivent être examinées en questions diverses. Nous aurions souhaité voir ces questions abordées en points « principaux ». Un droit d'alerte a été déposé récemment pour ces services . Les mesures destinées à faire disparaître le danger doivent être prises .

La situation de stress des agents de l'accueil de Sadi Carnot est toujours présente . La décision de la direction de regrouper en un seul service les deux SIP du site dans le cadre

du projet du nouveau réseau de proximité ne résoudra en rien les problèmes de l'accueil sur ce site.

Les représentants des personnels ont appelé l'attention sur le mal être des agents de la Trésorerie de Salon. Depuis le 17 octobre date de la réunion d'enquête , aucune avancée concrète n'a permis d'améliorer la situation. Le 25 novembre la visite prévue sur place a été annulée par la Direction qui a défini d'autres priorités. La Direction a choisi au détriment du droit d'alerte de continuer son opération de promotion du projet de son Nouveau Réseau de Proximité.

Nous souhaitons faire également un point sur la situation de la Trésorerie amendes , sur les dernières mesures prises depuis la dernière réunion du CHS CT . Ce service nécessite une attention particulière.

Solidaires Finances souhaitait aborder en questions diverses un point général sur l'accueil de grands sites et sur l'accueil sur rendez-vous . Ces points n'ont pas retenus l'attention du Président.

Pourtant la fréquentation demeure très importante. Les agents subissent quotidiennement une plus grande pression.

Suite aux incidents graves qui sont survenus sur le site de Saint Barnabé : vandalisme sur les véhicules de certains agents, incidents graves entre contribuables à l'accueil, agression du gardien concierge, nous demandons que ce point soit abordé lors de la présente séance.

Nous demandons également un point sur le chauffage. La situation reste intolérable dans deux sites le 52 rue Liandier et le C.F.P de Marignane.

Promouvoir la santé et la sécurité au travail ainsi que l'amélioration des conditions de travail requiert de donner la priorité aux actions de prévention plutôt qu'à celles de soin ou de réparation et parmi les actions de prévention, à retenir prioritairement celles qui permettent d'agir à la source sur les causes des risques.

Ce sont bien les directions qui créent, les RPS et dégradent de fait des conditions de vie au travail des agents ,à coup de restructuration, d'aménagements, déménagements, transfert de missions, la casse du service public .

Ce sont bien , les directions qui participent à la mise en danger des agents .

Dans le contexte actuel, Solidaires Finances met l'ensemble des directions face à leur responsabilité en matière de santé physique et psychologique des agents.

Nous n'acceptons pas la volonté politique de destruction de nos acquis sociaux, la casse de notre statut. Nous n'acceptons pas le démantèlement de nos missions et du service public.